



Nature de l'acte : 6.1

N° AP 5 01 2026

Mis en ligne le ..... 13.01.26  
Transmis le 17.01.2026.

**ARRÊTÉ PORTANT SUR LA MISE EN SÉCURITÉ DE L'IMMEUBLE SITUÉ 18, RUE BASSE À LOURDES  
DANS LE CADRE D'UNE PROCÉDURE D'URGENCE**

Le Maire de la ville de Lourdes,

Vu le code de la construction et de l'habitation, notamment les articles L. 511-19 à L. 511-22, L. 521-1 à L. 521-4 et les articles R. 511-1 à R. 511-13 ;

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L. 2131-1, L. 2212-2, L. 2212-4 et L. 2215-1 ;

Vu le code de justice administrative, notamment les articles R. 531-1, R. 531-2 et R. 556-1 ;

Vu l'ordonnance n° 2020-1144 du 16 septembre 2020, relative à l'harmonisation des procédures et à la simplification des polices d'immeubles, locaux et installations ;

Vu la requête en référé-expertise présentée par la ville de Lourdes et enregistrée le 29 décembre 2025 par le greffe du Tribunal administratif de Pau de nomination d'un expert aux fins de faire constater les désordres affectant l'immeuble sis 18, rue Basse à Lourdes sur la parcelle cadastrée section CD n° 339.

Vu l'ordonnance de référe du Tribunal administratif de Pau en date du 30 décembre 2025, désignant Monsieur Didier SAUREL en qualité d'expert, en vue de donner son avis sur l'état de l'immeuble et sur la gravité du péril qu'il représente pour la sécurité publique, et le cas échéant, proposer les mesures provisoires de nature à faire cesser le péril ;

Vu la réunion d'expertise sur site le 31 décembre 2025 ;

Vu le rapport d'expertise dressé par Monsieur Didier SAUREL le 3 janvier 2026, concluant à l'urgence de la situation et à la nécessité d'appliquer la procédure prévue à l'article L. 511-19 du code de la construction et de l'habitation ;

Considérant qu'il ressort de ce rapport qu'il y a urgence à ce que des mesures provisoires soient prises en vue de garantir la sécurité publique.

**ARRETE**

**Article 1 :** Madame Patricia VIDAL, domiciliée 15, avenue de la République à Biarritz, gérante de la SCI Cambridge, propriétaire de l'immeuble sis 18, rue Basse à Lourdes est mise en demeure d'effectuer les mesures suivantes :

Immédiatement :

- Interdire l'accès de l'immeuble ;
- Condamner la porte d'entrée de l'immeuble ;
- Étalement du linteau bois fragilisé par l'incendie, en lieu et place du dispositif posé par la commune ;
- Mettre un terme aux fissures autour de l'encadrement en pierre de la porte d'entrée qui amorce un déversement vers l'extérieur ;
- Faire réaliser un diagnostic de l'état de ces maçonneries par une personne compétente et mettre en œuvre les préconisations.

**Article 2** : Lorsque les prescriptions de l'arrêté de mise en sécurité n'ont pas été mises en œuvre dans le délai fixé, l'autorité compétente peut, par décision motivée, faire procéder d'office à leur exécution, aux frais du propriétaire. Elle peut prendre toute mesure nécessaire à celle-ci. Elle peut également faire procéder à la démolition prescrite sur jugement du président du tribunal judiciaire statuant selon la procédure accélérée au fond, rendu à sa demande.

Lorsque l'autorité compétente se substitue au propriétaire défaillant et fait usage des pouvoirs d'exécution d'office qui lui sont reconnus, elle agit en leur lieu et place, pour leur compte et à leurs frais.

**Article 3** : Le non-respect des prescriptions du présent arrêté et des obligations qui en découlent sont passibles des sanctions pénales prévues aux articles L. 511-22 et à l'article L. 521-4 du code de la construction et de l'habitation.

**Article 4** : Si la personne mentionnée à l'article 1, ou ses ayants droit, à son initiative, a réalisé des travaux permettant de mettre fin à tout danger, elle est tenue d'en informer les services de la commune, qui fera procéder à un contrôle sur place.

La mainlevée de l'arrêté de mise en sécurité pourra être prononcée après constatation des travaux effectués par les agents compétents de la commune, si ces travaux ont mis fin durablement au danger.

La personne mentionnée à l'article 1 tient à la disposition des services de la commune tous les justificatifs attestant de la bonne et complète réalisation des travaux.

**Article 5** : Le présent arrêté sera notifié à la personne mentionnée à l'article 1 ci-dessus par lettre remise contre signature ou par tout autre moyen conférant date certaine à la réception. Le présent arrêté sera affiché sur la façade de l'immeuble ainsi qu'en mairie, ce qui vaudra notification, dans les conditions prévues aux articles L. 511-12 et R. 511-3 du Code de la construction et de l'habitation.

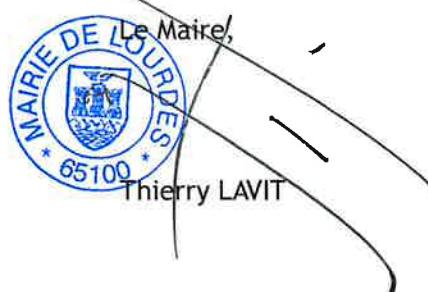
**Article 6** : Le présent arrêté est transmis au Préfet du département, ainsi qu'à l'Architecte des Bâtiments de France.

**Article 7 :** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant le maire dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de son affichage. L'absence de réponse dans un délai deux mois vaut décision implicite de rejet.

Le présent arrêté peut également faire l'objet d'un recours devant le tribunal administratif de Pau 50, Cours Lyautey, CS 50543, 64010 Pau cedex, dans le délai de deux mois à compter de sa notification, ou dans le délai de deux mois à partir de la réponse de l'administration si un recours administratif a été déposé au préalable.

Le tribunal administratif peut être saisi d'une requête déposée sur le site [www.telerecours.fr](http://www.telerecours.fr).

Fait à Lourdes, le 6 janvier 2026



Notifié le .....	13.01.2026
<input checked="" type="checkbox"/> Par courrier recommandé envoyé le 13.01.2026	
<input type="checkbox"/> Par remise en main propre	
<input type="checkbox"/> Par mail envoyé le .....	
Je soussigné(e).....	
Signature : .....	
Certifie avoir reçu un exemplaire du présent acte. A compter de cette date, le présent acte peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de PAU Cours Lyautey - 64000 PAU dans un délai de deux mois.	

